

ENSEIGNEMENT

La mixité sociale peut-elle se décréter ?

Chaque printemps sonne désormais le retour du « Décret inscriptions », censé mélanger les élèves de différents milieux sociaux dans un même établissement. Mais, à supposer que ce décret soit efficace, suffirait-il à instaurer une réelle mixité sociale dans les écoles ? Celles-ci sont-elles prêtes à vivre de façon positive ce mélange de publics ? Le système scolaire le permet-il ? Bref, dans l'état actuel des choses, une vraie mixité sociale est-elle possible et souhaitable dans nos écoles ? Deux enseignants donnent ici leur réponse.

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Ecoles huppées *versus* écoles en discrimination positive... la forte dualisation sociale est l'une des caractéristiques de notre système scolaire.

Conséquence : l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social, qui permettait jadis aux enfants de la classe ouvrière d'accéder à un diplôme et à une situation socio-économique meilleure que leurs parents. Aujourd'hui, elle confirme, voire accentue les inégalités sociales, en « triant » les élèves et en les orientant vers des filières, des options, des écoles qui déterminent trop tôt leur avenir socioprofessionnel.

Un enjeu de société

La mixité sociale à l'école est donc d'abord un enjeu de justice sociale. Mais elle concerne aussi l'avenir de notre société : en ayant une meilleure connaissance réciproque, les jeunes de différents milieux et horizons seraient mieux préparés à vivre cette mixité dans leur vie sociale et professionnelle future.

Mais comment parvenir à ce mélange social, à partir de la situation actuelle ? La voie administrative (le décret « inscriptions ») vise à garantir l'accès aux « bonnes » écoles à un pourcentage de jeunes issus d'écoles moins favorisées. L'intention est louable, mais cette voie porte-t-elle ses fruits ? Les écoles dites huppées ne vont-elles pas rejeter *naturellement* ces greffons qui n'arriveront pas à *prendre* ?

La sélection, volontaire ou non, peut s'opérer par l'exigence scolaire ou par la participation financière demandée pour les différentes activités. Elle passera aussi par la pression que les élèves issus de

familles aisées exerceront, à nouveau volontairement ou non, sur les moins favorisés : ceux et celles qui ne pourront pas suivre la mode du moment (tel type de sac, vêtements de marques) ou pratiquer les mêmes loisirs seront (ou se sentiront) exclus.

Et puis, la population d'une école est souvent le reflet de la population du quartier : il est rare de trouver une école « ghetto » dans un quartier de villas 4 façades, et inversement. Ce mélange organisé apparaît dès lors souvent artificiel et il le restera tant qu'une vraie mixité sociale n'aura pas été atteinte au niveau de l'habitat.

L'école, prête pour la mixité sociale ?

Quand bien même le décret d'inscriptions parviendrait à ses fins, comment se vivrait la mixité au sein des écoles ? Il faut bien le constater : rien n'est vraiment mis en place, au niveau du système scolaire, pour vivre ce mélange. Et quand on tire sur le fil de la mixité sociale, c'est toute la pelote du système scolaire qui suit...

Car faire cohabiter dans un même établissement des jeunes issus de milieux différents, c'est rassembler des cultures, des aptitudes, des relations au savoir, des réalités familiales différentes. Les enseignants et éducateurs, majoritairement issus de la classe moyenne et formés par elle, sont-ils « équipés » - formés - et motivés pour accueillir des jeunes de tous horizons et les amener à la réussite ? Rien n'est moins sûr !

Rien n'est vraiment mis en place, au niveau du système scolaire, pour vivre ce mélange.

C'est ce qui amène certains acteurs du milieu scolaire à douter de la faisabilité de cette fameuse « mixité ». Selon eux, le système scolaire n'est globalement pas prêt pour que cette mixité soit profitable aux élèves, qu'ils soient issus de milieux favorisés ou non.

Laboratoires de changement social

Noëlle De Smet¹ fait partie de ces dubitatifs². Plutôt que de provoquer une mixité qui risque d'être artificielle et mal gérée, elle penche pour un travail spécifique au sein même des écoles dites « ghettos » ou « poubelles ». Il s'agirait de transformer ces écoles en *laboratoires de changement social en éducation*.

Il s'agirait de transformer ces écoles en laboratoires de changement social en éducation.

Le terme « changement social » n'est pas choisi au hasard : il vise à libérer les jeunes – et leur famille - des écrasements causés par la pauvreté, l'échec et l'humiliation. Combien de jeunes n'intègrent-ils pas très tôt leur position inférieure dans la société et ne renoncent-ils pas d'emblée à telles études, telle profession ?

« *On n'est pas des intellos*, me disaient quelques élèves de première secondaire quand je voulais les plonger dans un travail peu habituel pour elles : lire un texte difficile (...). Petit coup intérieur face à leur affirmation et réponse rapide de ma

part : *Mais si ! Etonnement dans leurs yeux et puis... Mais on est marocaines !* »³

Car, rappelle-t-elle, il ne faut pas oublier « le rapport de domination toujours présent entre les groupes sociaux ». Les jeunes issus de familles défavorisées (*dévalorisées*, disent certains) sortiraient-ils gagnants, en termes d'estime de soi et de dignité, d'une cohabitation avec des jeunes qui leur seraient en fait présentés comme une norme, un modèle à suivre ? Ne se sentiraient-ils pas encore plus « marocains » (au sens induit dans le témoignage ci-dessus), encore moins reconnus dans leurs valeurs, leurs intérêts ?

Noëlle De Smet propose donc de consacrer des moyens à un travail au cœur des écoles, avec les jeunes, enraciné dans leur monde – leur culture, leur famille, leurs aspirations -, afin de leur rendre leur dignité, au

sein de l'école et dans la société.

Pédagogies actives

Comment ? Grâce à des pratiques pédagogiques actives, inspirées de Célestin Freinet ou de Paolo Freire (voir encadré p.4). Et Noëlle De Smet de rappeler utilement que ces pédagogies, aujourd'hui pratiquées dans des écoles fréquentées par les classes sociales favorisées, ont été conçues pour des publics populaires, dans une optique d'émancipation sociale...

¹ Ancienne Présidente de Changements pour l'égalité (CGé), www.changement-egalite.be

² Ces paragraphes s'inspirent de *Mixité sociale, qu'ils disaient*, Noëlle De Smet, dans *Politique*, n°72, nov-déc 2011, p.38-40.

³ Noëlle De Smet, *Au front des classes – Face à la classe, aux côtés des élèves, dans les luttes sociales*, Changement pour l'Egalité | Couleur Livres, 2009, p.19

Freinet, Decroly, Freire et les autres...

La pédagogie active consiste à changer la façon d'apprendre. Dans l'enseignement traditionnel, on procède ainsi : d'abord le cours, la théorie, l'assimilation de notions. Ensuite, les exercices pour consolider les apprentissages ; enfin, le contrôle, pour vérifier si l'élève a compris et intégré les notions enseignées.

Dans la pédagogie active, on se base sur le projet, de préférence conçu par ou avec les élèves. Pour le mener à bien, les élèves travaillent de manière individuelle (chacun à son rythme) mais surtout collaborative (on apprend les uns des autres). Ils vont ensemble définir le projet (à partir de leurs préoccupations, de leur vécu et non de ceux du professeur), identifier les contenus dont ils ont besoin et se les approprier pour parvenir à leurs fins. Pour faire court, on pourrait dire qu'on passe du « professeur qui parle » au « professeur qui aide ». Ce type de pédagogie a montré son efficacité, notamment, chez nous, surtout dans des écoles privées (Decroly, Montessori...), mais aussi dans certaines écoles subventionnées.

La pédagogie institutionnelle, qu'a pratiquée Noëlle De Smet durant des années dans l'enseignement professionnel, se situe dans ce même esprit⁴.

Grâce à d'importants moyens – humains, financiers, pédagogiques -, ces écoles dites « en discrimination positive » pourraient devenir des écoles que tout le monde aurait envie de fréquenter. Des écoles où les savoirs sont construits

⁴ Pour plus d'informations sur la pédagogie institutionnelle, lire *Désirs à prendre – Récits de pédagogie institutionnelle*, Changements pour l'Égalité, Couleur livres, 2010, ou l'article de N. De Smet : <http://minu.me/654m>

ensemble, grâce aux talents particuliers de chacun(e), mis en commun au service d'un projet bien ancré dans la vie des élèves et leur environnement. Combien de jeunes, en effet, ne se sentent-ils pas en décalage, y compris dans les écoles favorisées, par rapport à la façon dont les savoirs leurs sont transmis, pour ne pas dire imposés ?

La mixité sociale, ça ne s'enseigne pas !

Jean-François Lenvain (voir encadré ci-dessous) ne croit pas non plus à la mixité sociale à l'école : « *L'école n'est pas pensée pour, affirme-t-il. Avec la formation actuelle et dans les structures actuelles, ce n'est pas possible* ». Pour vivre la mixité, « *il faut des gens qui soient formés, motivés, qui aient la vocation. Qui soient convaincus que chacun peut apporter quelque chose à l'autre. Et cela, ce n'est ni l'école ni les études qui l'enseignent. On l'acquiert par des rencontres.* »

La mixité sociale, cela ne s'enseigne pas, cela se vit. Par des projets, des expériences qu'il est difficile de vivre dans le cadre d'un cours.

« Un coup de tournevis »...

Jean-François Lenvain débute comme professeur de religion dans une école professionnelle à Mons. Sans trop savoir comment les aborder, il se met à l'écoute des élèves et, au fil d'une discussion, souhaite leur faire rencontrer un sans-abri. Plutôt que d'inviter un sans-abri en classe, il emmène les élèves à la Maison St-Paul, centre d'accueil de jour.

« *Après avoir visité le lieu, les élèves sont très choqués et touchés par les conditions de vie de ces gens qui dorment sur des*

matelas dans des locaux dont les murs sont troués. C'est ainsi que Jordi, 18 ans, propose de venir le lendemain après-midi pour « donner un coup de tournevis » sur les prises de courant qui se détachent du mur. »

Quelques jours plus tard, l'élève revient vers son professeur : « Monsieur, j'ai discuté avec les mecs de la classe et aussi avec ceux de menuiserie. Depuis quelques semaines, vous nous dites qu'il faut arrêter de se plaindre et de subir nos études. On a donc une idée : dans le cadre de votre cours, on aimerait restaurer la maison des SDF ! ».

Heureusement surpris – « des jeunes que tout le monde qualifiait d'incapables me proposaient de se rebeller positivement » - le jeune professeur va trouver ses collègues des cours pratiques pour leur faire part du projet. Dès le lendemain, il est convoqué par la direction et l'initiative des élèves est balayée en trois mots : programme, homologation, assurances.

Jean-François Lenvain n'a pas le courage d'éteindre la flamme qui vient de s'allumer parmi ses élèves. Il leur propose donc de mener ce projet, mais en dehors des heures scolaires. Pendant plusieurs mois, il consacre ses soirées et une partie de son salaire à accompagner la trentaine de jeunes qui s'est lancée dans l'aventure.

Pour ce faire, il crée l'association « Génération nouvelle ». « Ce fut le début d'une incroyable aventure humaine dans l'école ! Après 4 mois, 7 de mes classes me proposaient un projet. De la rédaction d'un journal pour prouver qu'ils avaient aussi des choses à dire, à l'animation d'enfants malades dans les hôpitaux en passant par la création d'une pièce de théâtre ou l'organisation d'une journée sportive au profit des victimes de

l'incendie de la Cité des Mésanges à Mons : c'était incroyable et fabuleux ! »

L'histoire racontée ci-dessus fonde la conviction de Jean-François Lenvain : pour atteindre une vraie mixité sociale, il est indispensable que les jeunes soient convaincus, par l'expérience, qu'ils peuvent apporter quelque chose à la société. Sinon, ils n'auront aucune motivation à sortir de leur « ghetto » scolaire.



Photo : centre de formation Bonnevie

Or, ce n'est pas vraiment ce message que leur transmet la société lorsqu'ils sont dans l'enseignement technique ou professionnel, où se retrouvent sans l'avoir choisi beaucoup de jeunes issus de milieux défavorisés. L'école, en effet, a tendance à orienter les jeunes en fonction de leurs manques et lacunes plutôt qu'à partir de leurs compétences et richesses.

Passeur de frontières

Aujourd'hui, Jean-François Lenvain a quitté l'enseignement. Mais, grâce à des structures qu'il a mises en place, comme le club *Tous à bord*, il continue à jouer un rôle de passeur de frontières, permettant à des élèves de *latines*, de futurs menuisiers, des élèves de l'enseignement spécialisé, des jeunes handicapés de se rencontrer et de réaliser ensemble des projets, notamment sportifs.



Le Club « Tous à bord » aux 20km de Bruxelles

Ces rencontres entre élèves d'horizons divers restent un défi, y compris dans une ville comme Bruxelles où le brassage culturel est de plus en plus réel. Car, constate-t-il, « *c'est vraiment à partir des écoles que le cloisonnement entre les jeunes s'opère* ».

Son action ne se limite pas aux écoles : pour aider les jeunes à prendre leur place dans la société, il faut qu'ils aient des contacts avec des gens d'autres générations, qui connaissent des réalités de vie différentes. En rassemblant plusieurs structures autour d'une table – écoles, associations, entreprises -, il a enclenché une dynamique qui permet à des jeunes de se rencontrer et de collaborer avec des parents, des aînés, des personnes handicapées, des sans-abri, d'anciens détenus...

Impossible mixité sociale ?

Les deux enseignants évoqués ici pensent que la mixité sociale telle que visée par le décret n'est pas possible, voire pas souhaitable dans le système scolaire actuel. L'une a préféré travailler avec les élèves d'écoles en discrimination positive, en pratiquant une pédagogie active, qui leur rend leur dignité et la confiance en leurs capacités.

L'autre met en œuvre la mixité sociale, mais hors des murs de l'école. Ce qui

frappe dans cette deuxième expérience, c'est que la mixité ne se limite pas à mélanger des élèves d'écoles « chic » et d'écoles « ghetto » - les écoles « chics » pouvant d'ailleurs aussi être de sacrés ghettos. Elle n'a de sens que si elle va beaucoup plus loin et qu'elle aboutit à une mixité dans la société, à un vrai vivre-ensemble où l'apport de chacun soit reconnu et valorisé.

A cet égard, il est vrai que notre système scolaire, qui hiérarchise les savoirs et les filières – de l'intellectuel au manuel, du général au professionnel - et qui relègue plus qu'il n'oriente les élèves, n'est pas un cadre propice à la mixité sociale.

On peut bien sûr rêver d'une révolution, d'un grand chambardement du système. Cela ne relève pas de l'utopie⁵, mais la volonté politique fait défaut jusqu'à présent.

L'école n'est que le reflet des valeurs en cours dans la société. Il y a fort à parier que le jour où la mixité sociale sera une réalité dans la société, c'est-à-dire où chacun(e) sera respecté(e) et reconnu(e), la question ne se posera plus non plus dans les écoles.

En attendant, des Noëlle De Smet ou des Jean-François Lenvain n'attendent pas de savoir si c'est la poule ou l'œuf qui doit apparaître en premier lieu.

Au sein de l'école ou à côté, ils choisissent de faire confiance aux jeunes, de leur permettre de vivre la richesse des différences et de démontrer à la société tout ce dont ils sont capables.

Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education
Avril 2012

⁵ Voir, par exemple, comment fonctionnent les écoles des pays scandinaves : <http://oua.be/fi0>